

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT  
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 881

présenté par

M. Lachaud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,  
Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard,  
M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière,  
M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne,  
M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud,  
Mme Hignet, Mme Keke et M. Kerbrat

-----

**ARTICLE 2****RAPPORT ANNEXÉ**

Rédiger ainsi l'alinéa 21 :

« Nous portons la vision géostratégique d'une France non-alignée dans le monde. Son action sera redéployée dans plusieurs espaces : l'Europe bien sûr, mais également les pays du petit bassin méditerranéen, partenaires naturels de coopération puisque nous partageons ensemble un écosystème fragile ; la francophonie populaire, qui offre l'opportunité de construire avec les peuples africains une relation libérée des restes du colonialisme et au diapason d'une société civile africaine malheureusement de plus en plus opposée à la politique étrangère française sur le continent africain ; les États dits « émergents » du Sud, en Amérique latine, en Asie, dans l'océan Indien, qui sont les voisins de la France d'Outre-mer ; l'Organisation des Nations unies, enfin, qui est la seule instance légitime à œuvrer à la sécurité collective, où la France occupe un rôle de premier plan. Dans ces espaces, la France pourra pousser à des coopérations qui répondent aux crises du système de sécurité collective, écologique, sociale et sanitaire. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES propose de mettre en avant une ambition d'une France non-alignée.